



## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES N°2024-021-CFJA-HG

**Objet :** Média training en studio et prestations associées pour le personnel du Conseil d'Etat et des juridictions administratives.

**Service acheteur :** Conseil d'État – Centre de formation de la juridiction administrative

## Table des matières

1. Objet du marché, dispositions générales .....	5
1.1. Objet du marché.....	5
1.2. Allotissement .....	5
1.3. Forme du marché.....	5
1.4. Code CPV .....	5
1.5. Modalités de passation .....	5
1.6 Durée du marché .....	5
1.7.1 Représentation du pouvoir adjudicateur .....	6
1.7.2 Représentation du titulaire.....	6
1.8 Prestations similaires .....	6
1.9 Sous-traitance .....	6
2. Pièces constitutives.....	7
3. Obligations des parties .....	7
3.1. Obligations du titulaire .....	7
3.1.1 Obligation de confidentialité .....	8
3.1.2 Obligation de résultat .....	8
3.1.3 Obligation de conseil.....	8
3.1.4 Désignation d'une personne référente coordonnatrice.....	8
3.1.5 Appropriation des spécificités des métiers de la juridiction administrative.....	8
3.1.6 Empêchement de l'intervenant .....	9
3.1.7 Protection des données à caractère personnel .....	9
3.2. Obligation de la personne publique .....	9
4. Contenu des prestations .....	10
4.1. Contexte général .....	10
4.2. Description globale des besoins du pouvoir adjudicateur .....	11
4.2.1 - Dispositions liminaires .....	11

4.2.2 - Dispositions applicables aux sessions de média training .....	11
4.2.3 - Dispositions applicables aux sessions dites « associées » .....	12
4.3. Public .....	13
5. Modalités d'exécution .....	13
5.1. Modalités de conception, d'animation et d'évaluation des sessions de formation .....	13
5.2 Réunions de préparation et choix des intervenants .....	13
5.3. Organisation des sessions de formation .....	14
5.4. Éléments remis aux participants .....	14
5.5. Evaluation des sessions de formation .....	14
5.6. Dates, horaires et durées des sessions de formation.....	14
5.7. Nombre de participants .....	14
5.8. Matériel nécessaire au bon déroulement des sessions de formation.....	15
5.9. Contrôle des compétences du personnel mandaté par le titulaire .....	15
6. Prix, variation du prix.....	15
6.1. Forme et contenu des prix des prestations.....	15
6.2. Variation des prix .....	16
6.3. Clause de sauvegarde .....	17
7. Déclenchement et délais d'exécution des prestations.....	18
7.1. Déclenchement des prestations .....	18
7.2. Délais d'exécution des prestations .....	18
7.3. Contenu des bons de commande .....	19
8. Modalités de règlement .....	19
8.1. Avance.....	19
8.2. Périodicité des paiements .....	19
8.3. Retenue de garantie .....	19
8.4. Présentation des demandes de paiement .....	19
8.4.1. Présentation des demandes de paiement dématérialisées.....	19
8.5 Délai de paiement .....	20

8.6 Intérêts moratoires .....	20
8.7. Cession ou nantissement de créances.....	20
9. Pénalités .....	20
10. Vérification et réception des prestations .....	21
11. Utilisation des résultats .....	21
12. Résiliation.....	21
12.1. Résiliation pour faute du titulaire.....	22
12.2. Résiliation pour motif d'intérêt général .....	22
12.3. Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire .....	22
12.4. Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint.....	22
13 - Assurances .....	22
14 - Changement de dénomination sociale du titulaire .....	23
13 - Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution.....	23
14 - Différends et litiges .....	23
15 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-PI .....	24

## 1. Objet du marché, dispositions générales

### 1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet **la prestation de média training en studio et de prestations associées pour le personnel du Conseil d'Etat et des juridictions administratives.**

Il s'agit de prestations qui se dérouleront principalement chez le prestataire qui devra pouvoir mettre à disposition deux journalistes professionnels ainsi qu'un plateau de télévision (avec régie) et un studio radio pour la partie média training et pouvoir se rendre sur les sites mis à disposition par l'intermédiaire du pouvoir adjudicateur, en France métropolitaine, lors des commandes de prestations associées en cours collectif.

### 1.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti. En effet, un découpage en lots serait de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement difficile.

### 1.3. Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire exécuté exclusivement au moyen de bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 85 000 € HT pour la durée totale du marché.

### 1.4. Code CPV

Le marché relève du code CPV suivant : 80530000-8 : Services de formation professionnelle

### 1.5. Modalités de passation

Le marché public est passé conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché en procédure adaptée.

### 1.6 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter **de sa date de notification**. Il pourra faire l'objet de trois reconductions tacites pour une durée de douze (12) mois.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il en informera le titulaire par décision expresse dans un délai de trois mois précédant la date d'échéance de la période en cours. Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra être supérieure à quatre (4) ans.

## 1.7 Représentation des parties

### 1.7.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution des prestations du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le Centre de Formation de la Juridiction Administrative du Conseil d'Etat.

Le suivi de l'exécution des prestations est assuré par des responsables, notamment chargés :

- De leur admission ;
- D'assurer par ses directives le bon déroulement de leur exécution.

Le pouvoir adjudicateur est tenu d'avertir sans délai le titulaire de tout remplacement d'une ou de plusieurs des personnes initialement désignées, les coordonnées de la/des personne(s) remplaçante(s) devant être communiquées dans le même temps.

### 1.7.2 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché. Ce représentant est réputé disposé des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification en son nom, dans les délais impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations objet du marché dans les conditions de prix mentionnées dans les documents contractuels, et conformément au cahier des clauses particulières.

## 1.8 Prestations similaires

En application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. A cet effet, une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 1.9 Sous-traitance

Il est fait application des dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-8 du code de la commande publique.

Dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, le titulaire fournira au pouvoir adjudicateur le contrat de sous-traitance afin d'accepter et d'agréer des conditions de paiement du sous-traitant.

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants au pouvoir adjudicateur lors de la remise des plis ou en cours d'exécution du marché public via l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/archives-formulaires-declaration-candidat?language=fr>

## 1.10 – Lieu d'exécution des prestations

Les prestations de ce marché sont exécutées dans les locaux du prestataire et dans des lieux dont la détermination ressortit au pouvoir adjudicateur en fonction du **type de formation commandée** et de la **situation géographique des stagiaires bénéficiaires des sessions**.

## 2. Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
  - Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (non joint) ;
- L'offre technique du titulaire composée du cadre de réponse technique du candidat et/ou du mémoire technique respectant l'architecture du cadre de réponse technique, ainsi que des fiches techniques du candidat sur son matériel.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives du marché, est réputée nulle et non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## 3. Obligations des parties

### 3.1. Obligations du titulaire

Il appartient au titulaire de demander au référent technique la communication de toute information ou document qu'il estime nécessaire à l'exercice de sa mission. Le référent technique s'engage à les lui communiquer dans les meilleurs délais.

**Le titulaire est tenu à une obligation de résultats en ce qui concerne l'exécution matérielle de ses prestations (les livrables) et à une obligation de moyens en ce qui concerne leur contenu intellectuel.**

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer aux stipulations décrites dans le présent CCP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent

CCP, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités telles que prévues à l'article 9 du présent CCP ou de résilier le marché, conformément aux dispositions de l'article 12 du CCP.

Les autres obligations du titulaire sont explicitées aux articles 5 à 9 du CCAG/PI.

### 3.1.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire est astreint au respect de **l'obligation de confidentialité décrite à l'article 5.1 du CCAG PI**. Cette obligation s'applique à l'ensemble du personnel du titulaire et le cas échéant, à ses sous-traitants. Tout manquement à cette obligation peut conduire à la résiliation du marché aux torts du titulaire sans préavis, ni indemnité.

### 3.1.2 Obligation de résultat

L'exécution de l'intégralité des prestations du marché est assortie d'une **obligation de résultat**, le titulaire devant s'assurer que les prestations livrées ou exécutées sont entièrement conformes aux dispositions du présent document, sous réserves de causes imputables au Conseil d'État.

**Le titulaire est également tenu à une obligation de moyens et de ponctualité. En effet, en cas de retard de l'intervenant sur l'horaire planifié, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 9 du présent CCP.**

### 3.1.3 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une **obligation de conseil**. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix des profils des formateurs et le déroulement des séances de formation définis par le pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne peut être tenu pour responsable des conséquences d'une décision du pouvoir adjudicateur différente de celle qu'il aurait préconisée.

### 3.1.4 Désignation d'une personne référente coordonnatrice

Conformément aux dispositions de l'article 3.4 du CCAG PI, le titulaire désigne dès sa notification **une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins découlant de son exécution**.

Cette personne doit être joignable par **téléphone** ou **messagerie électronique** les jours ouvrés, une personne suppléante pouvant, au besoin, représenter le titulaire en son absence.

Le titulaire est tenu d'avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de tout remplacement de la personne initialement désignée, les coordonnées de la personne remplaçante devant être communiquées dans le même temps.

### 3.1.5 Appropriation des spécificités des métiers de la juridiction administrative

Dans le cadre de la préparation des prestations « dédiées », à la suite de la notification du marché, le prestataire titulaire peut être amené à participer à un programme d'immersion d'**une durée variable (entre un demi (0,5) et deux (2) jours)** ayant pour objet l'appropriation des spécificités des métiers de la juridiction administrative. Le programme de cette/ces journée(s) est élaboré par le Centre de formation de la juridiction administrative et se déroule dans les locaux de la Personne publique en Ile de France.



### 3.1.6 Empêchement de l'intervenant

La cohérence des prestations repose sur la participation d'une même personne, sauf cas de force majeure, à la session de formation.

Dans le cas où l'un des intervenants initialement prévus par le titulaire pour assurer l'action de formation ne peut, pour un quelconque motif, honorer sa prestation aux dates fixées, le titulaire est tenu de :

- **prendre toutes les mesures pour pourvoir à son remplacement afin que les cours aient lieu aux dates prévues ;**

- **soumettre le curriculum vitae du nouvel intervenant possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de l'intervenant initialement prévu.** Le responsable de la formation se réserve le droit de valider la désignation du nouveau formateur ou d'annuler la session.

### 3.1.7 Protection des données à caractère personnel

#### **Respect du règlement européen de protection des données à caractère personnel (RGPD)**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

#### **Autorisation écrite préalable générale relative au règlement européen de protection des données à caractère personnelle (RGPD)**

Le pouvoir adjudicateur autorise le titulaire du présent marché à faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel.

Ces activités de traitement sous-traitées doivent être clairement indiquées dans la déclaration de sous-traitance (DC4) soumise à l'agrément et à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché public vaut non opposition du pouvoir adjudicateur à la sous-traitance de ces activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

#### **Modifications de la sous-traitance dans le cadre de l'autorisation écrite préalable générale**

Le titulaire du marché informe le pouvoir adjudicateur de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au pouvoir adjudicateur la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

## **3.2. Obligation de la personne publique**

### 3.2.1 - Conditions d'accès aux lieux de formation et d'installation du matériel

L'administration prend toutes les mesures utiles visant à faciliter l'accès des locaux aux personnes affectées à l'exécution des prestations du marché et l'installation des matériels indispensables au bon déroulement des sessions.

### 3.2.2 - Report du fait de l'administration

Dans le cadre des prestations dédiées, si l'administration est dans l'impossibilité de maintenir une session programmée pour une action de formation notamment parce qu'elle estime que le nombre d'inscriptions à la formation est insuffisant, elle se réserve le droit de reporter la session à une date ultérieure, négociée, à charge pour elle d'informer le titulaire, au moins 5 jours ouvrés avant la date de programmation de la session, de l'évènement justifiant un report.

Dans le cas où le délai précité ne peut être respecté par le pouvoir adjudicateur, il verse au titulaire une indemnité d'un montant égal à 4 % du montant hors taxes de la prestation faisant l'objet du report.

### 3.2.3 - Modalités d'organisation des sessions de formation

Le pouvoir adjudicateur prend en charge la gestion du dispositif d'organisation des sessions de formation, comprenant la diffusion des avis de stage, ainsi que la gestion des inscriptions et des convocations.

Les charges de surveillance de la qualité des prestations et de vérification des éléments de facturation lui incombent également.

## **4. Contenu des prestations**

### **4.1. Contexte général**

La juridiction administrative, le rôle, les compétences et l'organisation du Conseil d'Etat, des cours administratives d'appel, des tribunaux administratifs et de la Cour nationale du droit d'asile sont décrits sur le site Internet du Conseil d'Etat : <http://www.conseil-etat.fr>.

Le centre de formation de la juridiction administrative (CFJA) est l'une des 8 directions du Secrétariat général du Conseil d'Etat. Il définit et met en œuvre l'ensemble des formations, au bénéfice du développement professionnel et de la réussite des personnels de la juridiction administrative. Ainsi, il organise la formation initiale statutaire des magistrats administratifs, des cursus de prise de poste et la formation continue de tous les publics concourant aux missions juridictionnelles et consultatives de la juridiction administrative, qu'il s'agisse des membres du Conseil d'État, des agents du Conseil d'État, de la Cour nationale du droit d'asile et de la Commission du contentieux du stationnement payant ou des magistrats et agents des greffes des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Ce marché a pour objet de confier au titulaire la réalisation de prestations de formation, dans le but de permettre aux personnels de la juridiction administrative d'acquérir et/ou de développer des compétences professionnelles en communication publique, notamment face aux médias audiovisuels.

## 4.2. Description globale des besoins du pouvoir adjudicateur

### 4.2.1 - Dispositions liminaires

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire la réalisation de prestations de formation dans le domaine suivant : « média training ».

### 4.2.2 - Dispositions applicables aux sessions de média training

Les prestations de formation en média training faisant l'objet de ce marché consisteront à des sessions d'exercices pratiques, en studio TV et radio, avec un journaliste TV et un journaliste radio, préalablement informés des attendus de l'exercice par le pouvoir adjudicateur. L'objectif des formations est de permettre aux stagiaires d'acquérir une maîtrise dans son expression devant les médias.

Le prestataire mettra à disposition à ses frais les studios TV et radio, notamment en région francilienne, si le pouvoir adjudicateur passe commande d'un tel format. Il mettra à disposition le matériel audiovisuel si la formation se tient dans un autre lieu retenu par et à la charge du pouvoir adjudicateur.

Deux formats de prestation pourront être commandés, en fonction de l'expérience des stagiaires sélectionnés par le pouvoir adjudicateur :

#### 4.2.2.1. Formation de premier niveau (4 heures)

Stagiaires : cette formation s'adressera aux stagiaires n'ayant encore pas été formés au média training dans le cadre de leurs fonctions au sein de la juridiction administrative.

Prérequis des participants : Les participants à ces sessions auront, en règle générale, préalablement été formés par le pouvoir adjudicateur à des éléments théoriques de communication (grandes techniques de communication, notamment relations avec la presse, et en particulier la construction d'un message (pyramide inversée), les lois de proximité, définir le message essentiel, choix du vocabulaire, et éléments de discours de la justice administrative). Le prestataire devra tenir compte de ces acquis théoriques dans la construction de ses sessions à visée pratique.

Le pouvoir adjudicateur peut néanmoins commander au prestataire la formation pratique au bénéfice de participants n'ayant pas suivi de formation théorique préalable ou récemment.

#### Exercices, déroulé et organisation de la session dispensée par le prestataire :

Chaque session réunira 4 à 6 stagiaires.

Chaque session durera 4 heures.

Chaque stagiaire s'exercera environ 2 heures en radio et 2 heures en télévision, sauf en cas de commande spécifique du pouvoir adjudicateur lors des échanges préparatoires à la session avec le prestataire.

Les sessions consisteront en des exercices de mise en situation réelle avec les journalistes sur la base de scénarios déterminés par le pouvoir adjudicateur (notamment la direction de la communication du Conseil d'Etat).

Le pouvoir adjudicateur est susceptible d'être présent aux sessions pour faciliter le lien entre les sessions théoriques préalablement dispensées et la session pratique assurée par le prestataire.

Sauf en cas de commande spécifique du pouvoir adjudicateur lors des échanges préparatoires à la session avec le prestataire, chaque stagiaire s'exercera :

- deux fois en radio (une prise en direct et une prise pour un reportage en différé) ;
- et deux fois en télévision (en plateau pour un direct type journal télévisé / micro tendu pour une prise en différé intégré dans un reportage).

Chaque exercice sera enregistré et fera l'objet d'un débriefing avec le journaliste et le pouvoir adjudicateur sur la base du visionnage en commun des exercices enregistrés (compris dans les 2h)

Les enregistrements radios et TV seront adressés au pouvoir adjudicateur via une plateforme sécurisée (France Transfert) au plus tard dans la semaine qui suit la formation.

#### 4.2.2.2. Formation de rappel et d'approfondissement (3 heures)

Stagiaires : cette formation s'adressera aux stagiaires ayant déjà été formés au média training, soit dans le cadre de leurs fonctions au sein de la juridiction administrative, soit par ailleurs.

#### Exercices, déroulé et organisation de la session dispensée par le prestataire :

Chaque session réunira 4 à 6 stagiaires.

Chaque session durera 3 heures.

Chaque stagiaire s'exercera environ 1,5 heure en radio et 1,5 heure en télévision, sauf en cas de commande spécifique du pouvoir adjudicateur lors des échanges préparatoires à la session avec le prestataire.

Les sessions consisteront en des exercices de mise en situation réelle avec les journalistes sur la base de scénarios déterminés par le pouvoir adjudicateur (notamment la direction de la communication du Conseil d'Etat).

Le pouvoir adjudicateur est susceptible d'être présent aux sessions pour faciliter le lien entre les sessions théoriques préalablement dispensées et la session pratique assurée par le prestataire.

Chaque exercice sera enregistré et fera l'objet d'un débriefing avec le journaliste et du pouvoir adjudicateur sur la base du visionnage en commun des exercices enregistrés. Les enregistrements radios et TV seront adressés au pouvoir adjudicateur via une plateforme sécurisée (France Transfert) au plus tard dans la semaine qui suit la formation.

#### 4.2.3 - Dispositions applicables aux sessions dites « associées »

Des prestations de formation dites « associées » nécessitant la présence d'un ou plusieurs journalistes destinés à l'animation de séminaires pourront être commandées. Elles pourront porter sur des prestations d'exercices et de formation au média training.

Elles pourront soit être organisées au sein de la juridiction administrative (en intra) à l'endroit de ses personnels et partenaires ; soit consister en l'inscription à tarif préférentiel d'un personnel de la juridiction administrative à une formation organisée en inter-organisations par le prestataire.

### 4.3. Public

Les sessions de formation sont organisées au profit de personnels de la juridiction administrative et, le cas échéant, de personnels de partenaires institutionnels autorisés à participer à une session de formation organisée par le pouvoir adjudicateur, dans le cadre d'une convention de partenariat entre institutions.

Le titulaire adapte le contenu de ses prestations au profil des stagiaires qui ont, en règle générale, un niveau élevé de responsabilités et/ou d'exposition (membres du Conseil d'Etat, présidents de juridictions, magistrats, etc).

## 5. Modalités d'exécution

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions du CCP pour l'exécution des prestations.

### 5.1. Modalités de conception, d'animation et d'évaluation des sessions de formation

Les prestations consistent à :

- Participer à la réunion préparatoire organisée avec le pouvoir adjudicateur (voir 5.2)
- Concevoir et préparer les sessions de formation au média training sur la base des attendus fixés par le pouvoir adjudicateur lors des réunions préparatoires
- Animer ou coanimer (en collaboration avec un intervenant rattaché à la juridiction administrative désigné par le pouvoir adjudicateur) ces sessions de formation au média training comprenant le débriefing avec chaque stagiaire pendant la séance ;
- Adresser les enregistrements audio et vidéo au pouvoir adjudicateur à l'issue de chaque séance de formation dans un délai d'une semaine maximum.
- Réaliser un bilan de chaque séance avec le pouvoir adjudicateur afin de déterminer si besoin les pistes d'amélioration ou les changements d'intervenants nécessaires pour les formations suivantes.

Le pouvoir adjudicateur entend recourir à la coanimation de façon systématique.

### 5.2 Réunions de préparation et choix des intervenants

En amont de chaque séance de formation (a minima 15 jours avant) une réunion de préparation en présentiel ou en distanciel est organisée avec le représentant du prestataire,

les deux journalistes proposés, et le pouvoir adjudicateur. Lors de cette réunion, le pouvoir adjudicateur partage avec les journalistes les attendus de la formation, les thématiques et les formats souhaités. Il transmet des informations sur la partie théorique qui sera dispensée en amont afin que les journalistes puissent adapter leur formation.

### 5.3. Organisation des sessions de formation

Le pouvoir adjudicateur sollicitera le prestataire par le biais d'un bon de commande. Il fixera la date et le format retenu pour la session et assurera la communication avec les participants potentiels puis les participants inscrits pour l'organisation matérielle et administrative de leur participation à la formation.

Le pouvoir adjudicateur fournira la liste des participants et une feuille d'émargement au prestataire, qui sera tenu de renvoyer la feuille signée au plus tard deux (2) jours ouvrés après la tenue de la session.

### 5.4. Éléments remis aux participants

A l'issue de chaque séance de formation, le prestataire adressera au pouvoir adjudicateur (la direction de la communication) les enregistrements audio et vidéo des participants via la plateforme France Transfert. A cette fin il veillera à utiliser, pour chaque enregistrement une définition et un mode de compression adaptés au contenu et au contexte de visualisation ou d'écoute.

### 5.5. Evaluation des sessions de formation

Une évaluation de la formation peut être effectuée auprès des participants par le **responsable de la formation du CFJA** (échanges avec les participants et questionnaire en ligne conçu et géré par le pouvoir adjudicateur).

Le titulaire s'engage à faire évoluer son offre de formation pour tenir compte des observations formulées par les participants et validées par le pouvoir adjudicateur, y compris en cours de session.

### 5.6. Dates, horaires et durées des sessions de formation

Le recensement des besoins en formation et des stagiaires concernés est effectué par le pouvoir adjudicateur.

Sur cette base, le pouvoir adjudicateur commande des sessions au titulaire du marché.

Les dates des séances planifiées pour un groupe sont fixées en accord avec le titulaire **au moins 2 (deux) mois calendaires** avant la date arrêtée par le CFJA pour le début de la session afin de garantir la disponibilité des studios et des journalistes.

Les horaires et durées des sessions autres que celles se déroulant en studio, seront précisées au titulaire au moment des échanges permettant leur préparation.

### 5.7. Nombre de participants

Le nombre maximum de participants par session est fixé à **6 (six)** concernant les formations en

studio mais le nombre de participants sera laissé au libre-arbitre du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne les sessions « associées » (cf. 4.2.3. ci-dessus).

## 5.8. Matériel nécessaire au bon déroulement des sessions de formation

Dans le cas où des sessions seraient organisées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, celui-ci mettrait à disposition du titulaire **une salle de formation, un ordinateur portable, un vidéoprojecteur, un support de projection** (toile ou écran), **un tableau** (paperboard ou autre) **et ses accessoires** (feutres, papier pour tableau de conférencier notamment).

Le matériel audiovisuel nécessaire aux exercices de média training doit être mis à disposition par le prestataire.

## 5.9. Contrôle des compétences du personnel mandaté par le titulaire

**Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler la compétence du personnel mandaté par le titulaire, ainsi que le contenu exact de la prestation fournie.**

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Centre de formation de la juridiction administrative se réserve le droit de récuser les personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à son exécution, sans que sa décision ait à être justifiée.

En cas de non-respect des obligations contractuelles par un intervenant, le Centre de formation de la juridiction administrative peut ainsi exiger l'exclusion de la personne concernée de l'exécution des prestations. Toute absence d'un intervenant à une formation, sauf cas de force majeure dûment justifié par le titulaire, est considérée comme motif de récusation sans autre justification de la part du pouvoir adjudicateur, de ladite personne pour toute autre formation à exécuter par le titulaire au titre du marché.

# 6. Prix, variation du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

## 6.1. Forme et contenu des prix des prestations

### 6.1.1 - Dispositions liminaires

Les prix des marchés sont des prix unitaires.

### 6.1.2 - Contenu des prix des sessions de formation

Le prix de chaque session de formation présenté dans le bordereau des prix unitaires comprend tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations, notamment ceux relatifs aux composantes suivantes :

- le recueil et la prise en compte des besoins spécifiques de chaque session de formation commandée (objectifs pédagogiques, profil des participants, expérience des participants en communication, attentes exprimées en amont de la session par les participants, contexte particulier ayant mené à programmer une session) ;

- la conception et l'animation des sessions de formation ;
- la mobilisation de tout le matériel technique audiovisuel nécessaire aux exercices ;
- la reproduction de la documentation pédagogique éventuelle remise aux participants ;
- la concession d'un droit d'utilisation des documents remis aux participants, notamment par leur publication sur le site intranet du Conseil d'Etat ou leur reproduction à destination des stagiaires de la juridiction administrative (qu'il s'agisse de « résultats » ou des « connaissances antérieures » au sens de l'article 10 du présent document) ;
- le déplacement, la restauration et l'éventuel hébergement des formateurs en France métropolitaine ;
- la tenue des réunions de cadrage et de suivi décrites à l'article 9 du présent CCP pour les sessions « associées ».

## 6.2. Variation des prix

### Dispositions applicables aux prestations

Les prix sont fermes lors de la première année d'exécution du marché. Ils seront révisés, suite à la demande expresse du titulaire, au maximum deux mois avant la date d'anniversaire du marché, à la hausse comme à la baisse, à chaque date anniversaire du marché.

Ils sont établis sur la base des conditions économiques **du mois de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire, dit mois zéro ( $M_0$ )**.

La révision est applicable chaque premier jour du premier mois du marché reconduit et sera obtenue par application de la formule ci-dessous.

$$P = P_0 \times [0.20 + 0.80 \times (Sy_i / Sy_0)]$$

Formule dans laquelle :

**P** correspond au prix révisé ;

**$P_0$**  le prix initial de la prestation du marché au mois  $M_0$  ;

**$Sy_i$**  est la dernière valeur connue de l'indice des salaires de la chambre syndicale des sociétés d'étude et de conseil (« syntec »), au mois de la révision ;

**$Sy_0$**  est la valeur de l'indice connu lors du mois précédent le mois  $M_0$  ;

L'indice mentionné dans le cadre précédent est disponible sur le site Internet de la chambre syndicale des sociétés d'étude et de conseil à l'adresse suivante : <http://www.syntec.fr>.

Le coefficient de révision comprend 3 décimales et est arrondi au millième supérieur.

### Clause butoir

Dans le cadre de l'application des dispositions susvisées, l'évolution globale des prix des prestations facturées par le titulaire ne peut excéder **3 (trois) %**, cela à chaque révision.



### 6.3. Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'évolution globale des prix des prestations facturées excéderait le taux indiqué à l'article 6.2 à l'occasion d'une révision, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité à verser au profit du titulaire.

## 7. Déclenchement et délais d'exécution des prestations

### 7.1. Déclenchement des prestations

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande, notifiés au titulaire par tout moyen faisant foi (Courriel, LRAR...).

Le délai d'exécution des prestations sera rappelé sur le bon de commande lui-même.

Pour les prestations de conception et d'animation de sessions de formation, la notification des bons de commande est effectuée au plus tard 10 (dix) jours calendaires avant le début de la session.

Les éventuelles annexes particulières afférentes à la commande sont jointes au bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas 3 (trois) mois calendaires.

S'il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande à la suite de sa notification au titulaire, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande initial.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange (courrier, télécopie, courriel) entre les parties.

Le Centre de formation de la juridiction administrative se réserve le droit de décider de l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande, dans le cas où une session de formation a débuté : il en informe alors le titulaire par fax ou courriel. L'administration n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire. Elle s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations prévues. Le titulaire ne peut se prévaloir de ce fait, pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit.

Si le pouvoir adjudicateur doit annuler une session programmée ayant fait l'objet d'un bon de commande avant que celle-ci débute, il doit en informer immédiatement le titulaire, au moins 5 (cinq) jours ouvrés avant la date de début de la session concernée. Aucun paiement, ni indemnité ne sont alors dus.

Si ce délai de 5 (cinq) jours ouvrés (entre l'annonce de l'annulation au titulaire et la date de la session) n'est pas respecté, l'administration verse au titulaire une indemnité d'un montant égal à 4 (quatre) % du montant hors taxes de la prestation faisant l'objet de cette annulation. L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché.

### 7.2. Délais d'exécution des prestations

Les prestations de formation commandées par le pouvoir adjudicateur doivent être exécutées **aux dates contenues dans le bon de commande, aux horaires convenus avec le pouvoir adjudicateur.**

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du code civil, et de faits qui engagent la responsabilité du Conseil d'Etat.

### 7.3. Contenu des bons de commande

Les bons de commande émis comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- la référence et l'objet du marché (avec numéro CHORUS) ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le service émetteur de la commande ;
- l'adresse de facturation ;
- la signature de la personne habilitée ;
- la désignation exacte des prestations (nature, lieu, ...) ;
- les délais d'exécution des prestations ;
- les modalités particulières d'exécution ;
- les prix unitaires HT et TTC applicables par référence à l'annexe 1 à l'acte d'engagement (BPU) ou du catalogue ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA le cas échéant ;
- le montant total TTC le cas échéant.

La date de réception du bon de commande par le titulaire vaut date de notification.

## 8. Modalités de règlement

### 8.1. Avance

Il sera fait application des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique.

### 8.2. Périodicité des paiements

Les prestations seront réglées après vérification et réception des prestations objet du bon de commande et selon les modalités explicitées dans le présent CCP.

### 8.3. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est exigée dans ce marché.

### 8.4. Présentation des demandes de paiement

#### 8.4.1. Présentation des demandes de paiement dématérialisées

La transmission des factures dématérialisées via l'outil <https://chorus-pro.gouv.fr> est rendue obligatoire pour toutes les entreprises et doit comporter les informations suivantes :

- le numéro CHORUS (EJ) du bon de commande le cas échéant
- le numéro CHORUS (EJ) indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement
- le numéro d'identification du service exécutant (comptable ministériel): CGFHJ00075
- Siret : 11000201100044

## 8.5 Délai de paiement

Le délai global de paiement factures et des avances du marché ne pourra excéder trente (30) jours à compter de sa date de réception par le pouvoir adjudicateur.

## 8.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai fixé par le marché donne lieu de plein droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

## 8.7. Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique. La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-46 à R.2191-53 du code de la commande publique est le secrétaire général du Conseil d'État.

# 9. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG- PI, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités qui suivent dans les hypothèses exposées ci-dessous :

Incident donnant lieu à pénalité	Montant de la pénalité encourue
Non-exécution par le titulaire de ses engagements contractuels en matière de remise de support de cours avant la fin de la session (article 5 du CCP)	Pénalité forfaitaire correspondant à 5 (cinq) % du montant HT de la prestation commandée
Non-exécution par le titulaire de ses engagements contractuels en matière de ponctualité des formateurs par rapport aux horaires planifiés (à partir de 20 minutes de retard) (article 7 du CCP)	Pénalité forfaitaire correspondant à 5 (cinq) % du montant HT de la prestation commandée
Non-exécution par le titulaire de ses engagements contractuels en matière de transmission des fiches d'évaluation (article 7 du CCP)	Pénalité forfaitaire correspondant à 5 (cinq) % du montant HT de la prestation commandée

Non-exécution par le titulaire de ses engagements contractuels en matière de transmission du programme pédagogique détaillé (article 17 du CCP).	Pénalité forfaitaire correspondant à 5 (cinq) % du montant HT de la prestation commandée
Non-respect du délai d'information prévu à l'article 12 du CCP en cas d'empêchement de l'intervenant (3 jours calendaires minimum avant la date de début de la formation).	Pénalité forfaitaire correspondant à 5 (cinq) % du montant HT de la prestation commandée

## 10. Vérification et réception des prestations

Concernant les opérations de vérification, il sera fait application des dispositions de l'article 27 du CCAG/PI.

## 11. Utilisation des résultats

L'exécution des prestations objet du marché donne lieu à la production de « résultats » au sens de l'article 23.1 du CCAG-PI. Il s'agit notamment des supports de formation, documents iconographiques, illustrations, photographies, fichiers informatiques, enregistrements sonores ou vidéogrammes élaborés dans le cadre des prestations « dédiées ».

L'option appliquée par le pouvoir adjudicateur en ce qui concerne le régime des droits de propriété intellectuelle et des autres droits de toute autre nature relatif aux résultats est l'**option A, définie à l'article 25 du CCAG-PI**.

A ce titre, le centre de formation de la juridiction administrative se réserve le droit de reproduire sans limitation de nombre les résultats au bénéfice de tous les stagiaires de la juridiction administrative (et exclusivement à destination de ce public). Il peut également en assurer la diffusion à destination du même public par l'intermédiaire de son portail Intranet.

Le titulaire du marché concède au pouvoir adjudicateur le droit de reproduire et diffuser les « connaissances antérieures » qui sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats.

## 12. Résiliation

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG/PI sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions exposées ci-dessous.

### 12.1. Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG/PI avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation en cas de résiliation pour faute du titulaire ;
- Postérieurement à la signature du marché, si les renseignements ou documents à produire par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts ; le marché pourra être résilié aux torts du titulaire ;
- Le marché pourra être résilié en application des articles 3 et 5 du CCP.

### 12.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 40 du CCAG/PI, sans préjudice de l'application de ses dispositions au titre des alinéas 2 et 3, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises.

### 12.3. Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

### 12.4. Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint

Lorsque le mandataire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement et si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire, la personne publique se réserve, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG/PI, la possibilité soit :

- De prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché ;
- De laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire ;
- De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

## 13 - Assurances

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-PI.

Les attestations d'assurances devront être transmises dans le délai de quinze jours à compter de

la notification du marché et avant tout début d'exécution des prestations.

Durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces contrats d'assurance, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de la juridiction.

Le titulaire devra prendre toutes les assurances et garanties liées à son domaine d'activité.

Le titulaire est tenu de transmettre ces documents au pouvoir adjudicateur, lors de la conclusion du marché et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de son exécution.

## 14 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de changement lié au statut du titulaire, celui-ci doit adresser au Conseil d'Etat, dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Conseil d'État  
Direction de la prospective et des finances  
Bureau des marchés  
98-102, rue de Richelieu  
75 002 Paris

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par la personne publique.

## 13 - Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le Conseil d'Etat, via un courrier recommandé dans les plus brefs délais, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie ainsi que le futur titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales.

Pour ce faire, le titulaire doit, au regard des articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le Conseil d'Etat est alors adressé au titulaire.

Dans le cas contraire, le Conseil d'Etat peut prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## 14 - Différends et litiges

Il est convenu entre les parties que seules les pièces contractuelles détenues par l'administration feront foi en cas de litige ou d'interprétation portant sur le présent marché public.

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché est recherché, conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG-PI.

Les litiges nés à l'occasion de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public entre le titulaire et le maître d'ouvrage et qui ne peuvent être réglés à l'amiable seront soumis au tribunal administratif de Paris.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Conseil d'Etat et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

## 15 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-PI

Liste des articles du CCAG/PI auxquels il est dérogé et intitulé des articles du CCP par lequel sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1 « Pièces contractuelles »	2 « Pièces constitutives »
14 « Pénalités »	9 « Pénalités »
3.5 « Cotraitance »	16.4 « Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint »
5.2.3 « Mesures de sécurité»	3.1.8 « Protection des données à caractère personnel »